

Unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

Plérin, le 03/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

IMERYS GLOMEL

Hameau de Guerphalès
22110 GLOMEL

Code AIOT : 0005502171

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2023 dans l'établissement IMERYS GLOMEL implanté Hameau de Guerphalès 22110 GLOMEL. L'inspection a été annoncée le 14/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS GLOMEL
- Hameau de Guerphalès 22110 GLOMEL
- Code AIOT : 0005502171
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IMERYS est autorisée à exploiter une carrière d'andalousite au lieu-dit "Guerphalès" sur la commune de GLOMEL par arrêté préfectoral du 3 août 2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Vérification du respect de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 3 août 2018.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Protection des	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Bassins	article 7.5.7.	
8	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 9.4.1.	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 5.1.8.	Sans objet
2	Circulation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 7.3.1.1.	Sans objet
3	Zone dangereuse	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 7.3.1.3.	Sans objet
4	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 7.4.3.	Sans objet
5	Ravitaillement et entretien	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 7.4.6.	Sans objet
6	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 7.5.2.	Sans objet
9	économies d'énergie en période nocturne et prévention des pollutions lumineuses	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 11.1.3.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection met en évidence des points de vigilance sur la protection des bassins et le suivi annuel d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 5.1.8.
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; • la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils

sont soumis ;

- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus au stockage des déchets d'extraction ;
- le cas échéant, les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Le remblaiement par des déchets inertes provenant d'entreprises extérieures est interdit. L'exploitant n'apportera aucun matériau de remblai extérieur. Les stériles et les matériaux de découverte seront intégralement utilisés au bénéfice du réaménagement du site.

Constats :

L'exploitant fournit le plan de gestion des déchets d'extraction pour l'exploitation actuelle, qui concerne les stériles humides, les résidus sableux (SABES), les boues d'hydroxydes et les déchets d'extraction provenant de la fosse 3 stockés sur les versants Ouest et Kerroué, qui contient les éléments demandés.

De plus, l'exploitant fournit le plan de gestion des déchets d'extraction en vue de l'exploitation sollicitée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 7.3.1.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Circulation

Prescription contrôlée :

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de la carrière et du site. La vitesse de circulation des véhicules est limitée à 30 km/h au niveau de la carrière, sauf au niveau des pistes aménagées entre les fosses et les installations de traitement ou les versants où la vitesse maximale est portée à 50 km/h. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée à l'entrée du site.

À ce titre, un plan de circulation doit être mis en place et affiché à l'entrée de la carrière.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture du site.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture se

situé au minimum à 10 m des bords de l'excavation.
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté la présence d'un plan de circulation en entrée de site, une signalisation adaptée pour la circulation et des pistes et voies de circulation aménagées et entretenues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Zone dangereuse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 7.3.1.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Zone dangereuse
Prescription contrôlée : L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (ex : merlon de deux mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation). Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockages des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté que les zones dangereuses sont protégées par des merlons et des blocs. Le danger est signalé par des pancartes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 7.4.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; • dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

<p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou mélanges dangereux sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite. Lors d'un stockage en extérieur, des dispositions doivent être prises pour éviter que l'eau de pluie ne puisse s'accumuler et rendre inefficace la rétention. Elles ne doivent comporter aucun moyen de vidange par simple gravité vers le milieu naturel récepteur. Les dispositifs de rétention doivent faire l'objet de vérifications régulières en particulier pour ce qui concerne leur étanchéité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté que les stockages sont associés à des rétentions dans les différents ateliers et locaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Ravitaillement et entretien

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 7.4.6.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Ravitaillement et entretien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche / séparateur d'hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté que le ravitaillement et l'entretien des engins est réalisé sur une plate-forme étanche, en face de l'atelier, équipée d'un séparateur d'hydrocarbures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Entretien des moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 7.5.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des moyens d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles, et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté que les extincteurs et les RIA sont nombreux, repérés, facilement accessibles et vérifiés annuellement. La vérification périodique est fixée annuellement en novembre.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection des Bassins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 7.5.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des Bassins
Prescription contrôlée : L'accès aux bassins ou plans d'eau doit être interdit par une clôture ou tout moyen équivalent. Des panneaux doivent indiquer l'interdiction de pénétrer, le risque d'enlèvement et de noyade. Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie...) doivent être présents à proximité.
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté que les bassins du Sabès et de la Verse Ouest ne sont pas protégés. L'exploitant doit mettre en place une clôture efficace, une signalisation et des moyens de secours adaptés au pourtour des bassins du Sabès et de la Verse Ouest.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 9.4.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi annuel d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;• les bords de la fouille ;• les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;• les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• le positionnement des fronts ;• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. Les surfaces des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er avril à l'inspection des installations classées. Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan doit être réalisé, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Constats :

L'exploitant fournit le plan d'exploitation sur fond cadastral mis à jour en 2023, le document ne précise pas les cotes des zones d'extraction et des différents stockages.

L'exploitant doit établir un plan d'exploitation précisant l'ensemble des données demandées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : économies d'énergie en période nocturne et prévention des pollutions lumineuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 11.1.3.

Thème(s) : Risques chroniques, économies d'énergie en période nocturne et prévention des pollutions lumineuses

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien de ses installations afin de supprimer, sinon réduire, l'impact de l'éclairage sur la consommation d'énergie, sur la préservation de la santé humaine et sur celle des écosystèmes.

À cet effet, l'utilisation nocturne de sources lumineuses est interdite, sauf à justifier d'obligations motivées par la sécurité publique ou du personnel, ou par la lutte contre la malveillance.

Lorsque l'utilisation de sources lumineuses ne peut être évitée, elle est adaptée aux nécessités réelles. En particulier :

- l'éclairage est assuré par des lampes et luminaires « éco-performants » et la signalisation par des dispositifs rétro-réfléchissants, lorsque cela ne remet pas en cause la sécurité des travailleurs. L'utilisation de déflecteurs (« abat-jour ») diffusant la lumière vers le bas doit permettre de réduire la lumière émise en direction des zones d'habitat et des intérêts naturels à protéger ;
- des dispositifs d'obturation (stores ou volets) équiperont les ouvertures des locaux devant rester éclairés ;
- s'agissant de la lutte contre la malveillance, préférence sera donnée à l'allumage des sources lumineuses asservi à des minuteries et/ou à des systèmes de détection de présence, ceci afin d'éviter l'éclairage permanent du site.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de l'application de ces prescriptions.

Constats :

L'exploitant présente le diagnostic éclairage réalisé en 2022 portant sur l'étude des pollutions lumineuses et les mesures mises en oeuvre sur le site, en particulier la modification de l'orientation et le remplacement des projecteurs.

L'exploitant précise que les consommations d'énergies font l'objet d'un suivi.

Type de suites proposées : Sans suite